

LE RAPPORT 2004 DE L'OBSERVATOIRE DES MINES / VERS UN MONDE SANS MINES

L'utilisation de mines est en chute libre : la norme internationale contre les mines s'impose



Depuis l'entrée en vigueur en 1999 du traité qui interdit les mines antipersonnel, l'utilisation de cette arme dans le monde est en chute libre, les fonds disponibles pour l'action contre les mines ont crû de plus de 80 pour cent, plus de 1.100 kilomètres carrés ont été déminés et le nombre de nouvelles victimes de mines par an est en réduction, selon un **rapport** de 1'300 pages de **Handicap International** et la **Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL)**, publié le **17 novembre 2004**.

"Nous avons maintenant des informations suffisamment sûres et cohérentes pour affirmer que l'action contre les mines fait la différence pour des millions de personnes vivant dans des pays affectés par les mines", remarque **Stan Brabant**, responsable de l'unité "Mine Policy" de Handicap International, tout en prévenant que les chiffres de l'action contre les mines devraient être considérés comme des estimations.

Moins de mines et plus d'investissements pour le déminage

"La norme internationale interdisant les mines antipersonnel s'impose rapidement de par le monde, en particulier dans les pays les plus affectés où elle prend toute son importance", déclarait **Jody Williams**, lauréate du Prix Nobel de la Paix 1997 avec ICBL. "Mais de grands défis subsistent encore pour rallier certains gouvernements au traité, pour assurer son respect et son application, pour déminer dans le délai de 10 ans imposé par le traité, et pour fournir une assistance appropriée aux victimes de mines", ajoute Jody Williams.

Il y a **143 Etats parties** au Traité d'interdiction des mines de 1997, qui est entré en vigueur plus rapidement qu'aucun autre traité, le 1er mars 1999. Neuf pays supplémentaires ont signé mais doivent encore ratifier le traité qui interdit l'utilisation, la production, le stockage et les transferts de mines antipersonnel, et qui requiert le déminage des zones minées dans un délai de 10 ans. Depuis le dernier rapport de l'Observatoire des mines, 9 pays ont rejoint le traité, parmi lesquels le Burundi et le Soudan, tous deux fortement affectés par les mines, ainsi que le Bélarus, la Grèce, la Serbie-Monténégro et la Turquie, pays qui sont également affectés par les mines et combinent un stock de plus de 10 millions de mines encore à détruire. ▲

42 Etats restent en dehors du Traité d'interdiction des mines, parmi lesquels la Chine, la Russie, et les Etats-Unis, la plupart du Moyen-Orient, la plupart des ex-républiques soviétiques, et de nombreux Etats d'Asie. En février 2004, les Etats-Unis ont abandonné leur objectif

proclamé de se débarrasser des mines antipersonnel et de rejoindre le traité.

Le rapport 2004 de l'Observatoire des mines indique que 4 gouvernements ont utilisé des mines depuis mai 2003 : Géorgie, Myanmar (Birmanie), Népal, et Russie. Ceci contraste avec les 15 gouvernements identifiés comme utilisateurs de mines antipersonnel dans la période 1998/1999.

"Un des plus grands succès du Traité d'interdiction des mines est que 65 Etats Parties ont terminé la destruction de leurs stocks, détruisant ensemble plus de 37 millions de mines antipersonnel, parmi lesquelles 4 millions dans l'année qui vient de s'écouler", souligne Stephen Goose de **Human Rights Watch**, l'éditeur en chef de l'Observatoire des mines. D'après le rapport 2004 de l'Observatoire des mines, 83 pays sont affectés par les mines, parmi lesquels 52 Etats parties au Traité.

Tendre vers l'objectif zéro victime

Le nombre de nouvelles victimes de mines est en baisse dans la plupart des pays affectés par les mines en 2003, et a baissé de manière significative dans certains pays lourdement affectés comme l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, le Liban et le Sri Lanka.

L'Observatoire des Mines a identifié 8'065 nouvelles victimes de mines et d'engins non explosés (UXO) en 2003, comparé à 8'333 en 2002. Cependant, de nombreux accidents ne sont pas rapportés et l'Observatoire des mines estime qu'il y a entre 15 et 20'000 nouvelles victimes de mines chaque année dans le monde - nettement moins que les 26'000 nouvelles victimes par an estimées dans les années 90.

"La réduction du taux d'accident est encourageante, mais il y a encore un nombre effrayant de personnes, en particulier des enfants, qui sont tuées et blessées par les mines chaque année dans toutes les régions du monde," déclare Stan Brabant. "La réalité est qu'il y a un nombre toujours croissant de survivants de mines dans le monde, et dans la majorité des pays affectés ni les gouvernements nationaux ni les bailleurs de fonds internationaux ne font suffisamment pour répondre à ces besoins", ajoute-t-il.

D'après le rapport 2004 de l'Observatoire, des accidents de mine ou d'engins non explosés ont été enregistrés dans 65 pays. 86 pour cent des accidents impliquaient des civils et 23 pour cent des nouvelles victimes étaient des enfants. ▲

Les progrès majeurs enregistrés ces cinq dernières années au niveau de la prévention de l'utilisation des mines et du déminage n'ont pas été accompagnés de progrès comparables au niveau de l'assistance aux victimes. L'Observatoire des mines rapporte que, alors que les financements mondiaux pour l'action contre les mines se sont fortement accrus depuis 1999, les ressources identifiées pour l'assistance aux victimes se sont réduites (US\$29,8 million en 1999 comparé à US\$28,2 million en 2003). Le pourcentage des ressources pour l'assistance aux victimes s'est réduit de manière significative et soutenue de 14,9 pour cent en 1999 à 8,3 pour cent en 2003.

L'assistance aux victimes reste une nécessité

"Dans de nombreux pays affectés par les mines, l'assistance disponible pour la réadaptation et la réinsertion des survivants dans leurs communautés d'origine est désespérément inappropriée," souligne Stan Brabant. "Si les gouvernements sont sérieux dans leur engagement à assister les survivants, le financement des soins de santé et du secteur du handicap doit être accru de manière significative et soutenue sur le long terme", ajoutait-il. L'Observatoire des mines n'a identifié que 35 pays recevant des ressources d'autres États pour les programmes d'assistance aux victimes de mines en 2003, avec la majorité des ressources allant à des programmes de réhabilitation physique.

L'Observatoire estime qu'il y a entre 300'000 et 400'000 survivants de mines dans au moins 121 pays à ce jour. De 1999 à septembre 2004, il a enregistré plus de 42'500 nouvelles victimes de mines et d'engins non explosés dans au moins 75 pays.

L'Observatoire des mines 2004 : Vers un monde sans mines est le 6e rapport annuel de l'ICBL. Il contient de l'information sur l'utilisation, la production, le commerce, le stockage, le déminage, les accidents et l'assistance aux victimes dans tous les pays du monde. Le rapport 2004 est une édition spéciale qui couvre les cinq dernières années.

L'Observatoire des mines est coordonné par un comité de pilotage constitué de 5 organisations d'ICBL : Human Rights Watch est l'organisation chef de file et les autres sont Handicap International, Kenya Coalition Against Landmines, Action Mines Canada et Norwegian People's Aid. 110 chercheurs de l'Observatoire, originaires de 93 pays, collectent des informations depuis un large éventail de sources et analysent celle-ci de manière systématique pour constituer ce rapport très complet. Cette initiative sans précédent de la société civile constitue le premier exemple où des organisations non-gouvernementales travaillent ensemble de manière soutenue, systématique et coordonnée pour contrôler et rapporter sur l'application d'un traité international de désarmement et de droit humanitaire.

Le **rapport** est disponible à l'adresse suivante www.icbl.org/lm/2004